

- 11 Introduction. Le pire n'est pas sûr**
- 17 Chapitre 1. La crise est beaucoup plus qu'une crise financière**
- 41 Chapitre 2. L'Europe n'est pas condamnée au « toujours moins »**
- 67 Chapitre 3. Pourquoi l'Europe ne s'en sort pas**
- 107 Chapitre 4. L'Europe ne sera pas sociale mais elle peut devenir environnementale**
- 131 Chapitre 5. Protectionnisme : l'Europe doit sortir de l'angélisme**
- 157 Chapitre 6. Crise : la France résiste mieux que les autres**
- 189 Chapitre 7. Que faire face au chômage ?**
- 225 Chapitre 8. Les 35 heures ne sont pas coupables**
- 245 Chapitre 9. Faut-il réduire les dépenses publiques ?**
- 287 Chapitre 10. Faut-il imiter l'Allemagne ?**
- 321 Chapitre 11. Réformer ? Oui, mais pas comme ça...**
- 339 Conclusion. Espoir et lucidité**

*Pour Martine, qui a bien voulu me supporter
durant la gestation de cet ouvrage*

INTRODUCTION LE PIRE N'EST PAS SÛR

« La France d'après », c'est un clin d'œil au slogan de Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007. Il ne s'agira pas cependant ici de revenir en détail sur les résultats – peu probants – de l'action qu'il a menée depuis son élection, mais plutôt de s'interroger sur l'avenir de la France et de l'Europe après la crise. Aujourd'hui, cela n'a plus guère de sens en effet de s'intéresser au sort de l'Hexagone sans traiter en même temps de celui de l'Union européenne tant l'un et l'autre sont étroitement imbriqués. La France et l'Europe ont subi – et subissent encore – le choc le plus important qui ait secoué les économies de la planète depuis la crise de 1929. Cette secousse majeure a renforcé le sentiment – déjà très répandu auparavant chez les Français – d'un déclin irréversible, et nourri un pessimisme noir sur l'avenir du pays et de l'Europe. Pourtant, ce sentiment est trompeur : le pire n'est inéluctable ni en France ni en Europe, même si nous avons du pain sur la planche pour réussir à l'éviter.

Le Vieux Continent a, en effet, été beaucoup plus sévèrement touché que les États-Unis par une crise déclenchée pourtant par des dysfonctionnements majeurs de la finance et des déséquilibres macroéconomiques colossaux qui prévalaient surtout outre-Atlantique. Mais cet état de fait – indéniable –

ne relève pas d'une fatalité liée à l'éclipse inéluctable d'un continent définitivement dépassé par la marche de l'histoire. L'effet amplifié qu'a eu la crise en Europe tient d'abord à l'inadéquation de l'organisation interne de l'Union dans le cadre de l'Europe-marché que nous avons privilégiée depuis plus de cinquante ans. Il ne s'agit évidemment pas de prétendre que, si nous étions capables de remédier à ces défauts, l'Europe pourrait de nouveau mener le monde comme elle a pu le faire brièvement entre le xvi^e et le xix^e siècle. Même si c'était possible, ce ne serait de toute façon pas souhaitable : comment éprouver de la nostalgie pour ces sombres temps où les Européens exterminaient et réduisaient en esclavage les peuples qu'ils parvenaient alors à dominer ? Il s'agit simplement de montrer que, si nous étions capables de sortir de la concurrence de tous contre tous pour privilégier la coopération à l'échelle du continent, nous pourrions continuer à vivre très correctement dans un monde –enfin– rééquilibré grâce au développement des pays émergents. Bien sûr, ce développement pose des problèmes colossaux en matière environnementale et exacerbe la concurrence pour l'accès aux matières premières non renouvelables, mais, dans la mesure où nous n'en avons plus guère sur notre sol, nous sommes paradoxalement plutôt mieux placés que d'autres pour engager rapidement l'indispensable conversion écologique de nos économies.

Le constat que les difficultés particulières de l'Europe ont des causes essentiellement internes peut – et doit – nous remonter le moral, mais il ne règle rien par lui-même. Surmonter ces difficultés reste toujours aussi compliqué car cela implique des abandons de souveraineté majeurs de la part de vieilles nations

plus habituées à se combattre qu'à coopérer malgré les quelques progrès accomplis en ce sens depuis soixante ans. La combinaison de la crise économique et de la crise écologique pourrait cependant nous amener à accepter cette fois de sauter le pas. En espérant simplement que nous saurons passer à l'acte avant qu'il ne soit trop tard.

Parallèlement, au sein de cette Europe mal fichue, l'économie hexagonale n'a pas tant à rougir de son parcours que nombre de Français le croient. Et, pour l'avenir, ce n'est pas forcément elle qui, au sein de l'Europe, a le plus besoin de changer de « modèle ». En effet la gravité de la crise européenne est liée aux divergences économiques croissantes qui se sont creusées depuis le lancement de l'euro en 1999. Les pays en crise – l'Irlande, le Portugal, l'Espagne mais aussi, hors zone euro, le Royaume-Uni – avaient suivi la pente savonneuse d'une croissance tirée par un endettement privé de plus en plus colossal et des déficits extérieurs de plus en plus abyssaux sur le modèle américain. Tandis que d'autres – principalement l'Allemagne mais aussi dans une moindre mesure l'Autriche, les Pays-Bas ou encore la Finlande –, a contrario, freinaient excessivement leur demande intérieure et s'étaient mis à dégager des excédents extérieurs considérables. Les déséquilibres croissants des uns étant la contrepartie de ceux, tout aussi inquiétants, des autres.

L'économie française n'a pas participé à ce jeu mortifère qui conduit aujourd'hui à la très grave crise de la zone euro : elle a suivi durant la décennie 2000 un chemin relativement équilibré, une sorte de juste milieu entre ces deux excès. Sauf sur un point qui affaiblit beaucoup la crédibilité de nos dirigeants actuellement : en pratiquant des baisses d'impôts

massives qui n'ont aucunement dopé sa croissance, la France avait laissé sans raison son endettement public s'accroître sensiblement avant la crise. Dans la crise elle-même, l'économie française a également nettement mieux résisté que les autres économies européennes. Non pas tant du fait d'une action discrétionnaire plus volontariste qu'ailleurs de la part du gouvernement français : celle-ci, bridée par les excès de déficits et d'endettement antérieurs à la crise, est restée au contraire très limitée. Mais du fait des caractéristiques structurelles de son modèle : un haut niveau de dépenses publiques qui a amorti automatiquement le choc, un niveau raisonnable d'endettement privé et un niveau d'épargne élevé des ménages.

Bref, contrairement à ce qu'on entend souvent, la crise ne doit pas nécessairement nous amener à nous couvrir la tête de cendres en cherchant désespérément, une fois de plus, un modèle à copier ailleurs. Surtout s'il doit s'agir de copier un « modèle allemand » dont les évolutions qu'il a subies au cours des dix dernières années, loin d'être d'un quelconque secours pour l'avenir, portent au contraire une responsabilité majeure dans les graves difficultés que traverse aujourd'hui l'Europe.

Malgré cela, il ne s'agit évidemment pas de prétendre que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes : la France et l'économie française connaissent de graves problèmes. Le chômage, déjà élevé avant la crise, est revenu en l'espace de quelques mois seulement aux sommets atteints dans les pires moments des trente dernières années. Il n'existe pas de remède miracle, mais il faut faire feu de tout bois pour inverser rapidement la tendance, sinon rien ne sera possible et la déprime de la société française s'aggravera.

Le déficit structurel des finances publiques, qui s'est creusé au cours des années 2000, doit être progressivement comblé même s'il ne faut pas se précipiter pour ne pas casser la reprise de l'économie. Cet endettement accru est lié surtout aux multiples baisses d'impôts consenties aux entreprises et aux plus aisés depuis dix ans. Il faut certes veiller en permanence à l'efficacité de la dépense publique, mais la priorité absolue donnée actuellement à la réduction de ces dépenses plutôt qu'à la hausse des prélèvements sur les revenus des plus aisés risque surtout de dégrader la fourniture des « biens publics » indispensables non seulement à la cohésion sociale mais aussi à une activité économique compétitive et profitable.

L'économie française rencontre également de très sérieuses difficultés sur le plan industriel et, de ce point de vue, la crise a beaucoup aggravé les choses. Le contraste avec l'Allemagne sur ce terrain est en effet saisissant, mais ce qui fait les succès de l'industrie allemande, ce n'est pas le démontage en règle de son État social auquel ont procédé les gouvernements successifs depuis le début des années 2000. Au contraire, cette action a affaibli la cohésion sociale et miné les infrastructures matérielles et immatérielles du pays ; même si elle a un peu amélioré la compétitivité-coût de son économie dans l'immédiat, elle aura probablement à terme des effets très négatifs sur la capacité industrielle allemande. Ce sont surtout des caractéristiques structurelles anciennes – spécialisation dans le haut de gamme et les biens d'équipement, existence de nombreuses entreprises de taille moyenne, meilleure valorisation des métiers industriels, management moins autocratique qu'en France... – qui expliquent la solidité de l'industrie allemande, dopée par les besoins accrus

des pays émergents en forte croissance. Ce sont ces caractéristiques qu'il faudrait être capable d'importer, et non le développement spectaculaire de la précarité et des inégalités observé outre-Rhin depuis dix ans...

Enfin, si le niveau des dépenses publiques n'est pas en lui-même un handicap majeur pour l'économie française, la cohabitation de dépenses de niveau scandinave avec des inégalités réelles beaucoup plus proches des écarts atteints en Italie ou au Royaume-Uni qu'en Suède ou au Danemark suscite de vives tensions au sein de la société française. Elle nourrit en particulier la colère légitime des couches populaires, qui constatent que la République ne tient pas ses promesses. Il faut d'urgence s'atteler à mettre davantage en rapport les paroles et les actes.

Bref, tant au niveau européen qu'hexagonal, le pire n'est pas inéluctable. Si les Européens sont capables de faire – enfin – primer la coopération sur la concurrence entre eux ; si, sans chercher à singer tel ou tel modèle, les Français arrivent à prendre – enfin – au sérieux leur discours égalitaire et à dépasser les clivages qui les paralysent pour retrouver l'énergie collective qui avait permis la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, on pourra se remettre à espérer un avenir meilleur tant en France que sur l'ensemble du Vieux Continent.